



CARSOC

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne
Gouvernance en R.D. Congo**

Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise – PARNaC

= Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) =

Conclave de la Société Civile Congolaise sur l'Avenir de la Démocratie et de l'État de Droit en R.D.C.

Comment faire face aux enjeux politiques en cours?

Termes de référence

= Décembre 2024 =

« Notre constitution n'est pas bonne. Elle a été rédigée à l'étranger, par des étrangers, avec leur mode de fonctionnement. Notre constitution doit être rédigée par nous-mêmes. »

« Je ne changerai pas ce que j'ai dit à Kisangani. Il y aura des congolais qui vont se pencher sur cette constitution et voir ce qu'il y a à améliorer. Après, ils vont vous la soumettre, vous peuple, souverain primaire. »

Propos du Président de la République :

<https://topcongo.live/articles/revision-ou-changement-de-la-constitution-felix-tshisekedi-imperturbable>

« Notre campagne, à partir de demain, c'est pour le changement de la constitution. Que la population nous départage. Pour nous, c'est une question de vie ou de mort. »

Propos du Secrétaire Général du parti présidentiel :

<https://topcongo.live/articles/pour-nous-le-changement-de-la-constitution-est-une-question-de-vie-ou-de-mort-kabuya>

Tels sont des propos désormais martelés par les tenants du pouvoir depuis octobre 2024. Contrairement à leur combat contre le changement de cette même Constitution lorsqu'ils étaient dans l'opposition, ceux-ci ont donc levé l'option d'imposer un **référendum constitutionnel**, pour profiter pendant qu'il est encore temps des faiblesses actuelles de la société civile congolaise afin de prolonger leur conservation du pouvoir.

I. Justification

La société civile congolaise souffre d'une incapacité chronique de mobilisation collective massive dans des revendications pour promouvoir l'intérêt général. Tout indique que les congolais se mobilisent davantage dans des contextes festifs et joyeux (comme observé lors de la campagne électorale de 2023 et d'autres occasions sportives ou musicales), mais beaucoup moins dans des contextes de revendication ou de défense de certaines causes communes.

En outre, les organisations de cette société civile manifestent des faiblesses organisationnelles et fonctionnelles importantes qui réduisent sensiblement leurs capacités d'action.

Par ailleurs, il a été noté durant la législature 2019-2023 un engagement prodémocratie très fluctuante de plusieurs grandes organisations de la société civile (contrairement à la période précédente), à la suite de certaines allégeances politiques de leurs dirigeants.

Pourtant, la République Démocratique du Congo est un État dont le développement est compromis par la qualité de ses dirigeants, passés et actuels, qui imposent à la société des pratiques de mauvaise gouvernance tous azimuts.

En effet, la R.D.C. est un pays dont la population vit dans un État en faillite, croupissant dans une misère indescriptible; à la merci d'une classe politique majoritairement réputée médiocre et en quête permanente de l'opulence et de la conservation sans mérite des pouvoirs politiques pour garantir l'enrichissement personnel. Les agissements inconséquents et inconsistants de cette classe politique dirigeante rejaillissent négativement sur toute la nation, en fragilisant l'État et le rendant une proie facile aux intérêts étrangers. D'où la persistance des guerres et de l'insécurité à travers le pays.

Dans ce contexte, l'absence d'une société civile mobilisée et mobilisable empêche de sortir de l'ornière, en laissant le champ libre aux dirigeants congolais à tous les niveaux d'abuser de leurs pouvoirs, dont des exemples repris ci-dessous :

- En 2018, un perdant a été substitué au vainqueur des élections pour devenir Président, à la vue et au su de tous, parce que tel en avait décidé le Président sortant pour partager le pouvoir avec ce dernier.
- En 2023, les machines à voter ont été intentionnellement distribuées aux partisans du pouvoir pour bourrer les urnes au profit de ses candidats. Résultats : 480 députés nationaux sur 500 pour le pouvoir, aucun ou presque député provincial pour l'opposition dans les 26 provinces du pays.
- En 2024, un projet de changer la Constitution par référendum est annoncé par les tenants du pouvoir. La démarche consistant à vouloir contourner la limite de deux mandats présidentiels imposés par la Constitution en vigueur. Un tel projet de référendum tient de l'assurance que les mêmes techniques qui ont fait leur preuve en 2018 et 2023 garantissent déjà la victoire.

Il devient donc urgent de redynamiser la société civile pour permettre au peuple congolais de reconquérir son statut de souverain primaire lui ravi par un petit groupe d'individus et, ensuite, changer la classe politique composée de ces derniers en faisant entendre et respecter sa voix avant, pendant et après les différents scrutins à venir. Ceci d'autant plus que les forces politiques de l'opposition censées porter ce combat politique ont beaucoup perdu en crédibilité et en influence au sein de la population congolaise.

En 2023, la société civile congolaise a pour la première fois mis le pied dans le jeu politique en se dotant de quelques organisations politiques pour présenter des candidats (de la société civile) à tous les scrutins. Cependant, un engagement tardif dans le processus électoral couplé à un manque d'organisation stratégique et de financement ainsi qu'à la fraude électorale par le pouvoir organisateur a limité ses gains électoraux. Plutôt que d'être découragé par ces résultats, il faut plutôt considérer cette première tentative comme ayant été un processus de rodage dont les leçons vont permettre de faire mieux aux élections générales à venir si leur intégrité est conquise au préalable. Car, la demande de changer la classe politique est une flamme qui brille actuellement dans toutes les couches de la population congolaise. Il ne manque donc qu'une coordination organisationnelle et stratégique efficace pour concrétiser cette demande.

Il est également urgent de remobiliser la communauté internationale pour la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit en R.D.C. Car, contrairement à la période d'avant 2018, celle-ci semble s'être totalement désengagée par rapport à cette question en avalisant les forfaitures de 2018 et 2023 ainsi que la mauvaise gouvernance généralisée. Elle reste également silencieuse par rapport au projet en cours de changement de la Constitution, dont elle n'ignore par ailleurs le grand potentiel de déstabiliser davantage un État déjà en faillite et aux prises avec des conflits armés multiples sur son territoire.

Le présent conclave est destiné à mener la réflexion stratégique nécessaire pour outiller efficacement la société civile congolaise afin de mener à partir de 2025 des actions pertinentes pour faire face aux enjeux politiques en cours et produire une révolution démocratique à travers le changement de la classe politique aux prochaines élections.

II. Questions à traiter

« **Comment faire émerger une société civile mobilisée et mobilisable et comment la mobiliser pour faire face aux enjeux politiques en cours avec en perspective une révolution démocratique en R.D.C. à l'horizon 2028?** », telle est la question principale de ce conclave. Pour rappel, il y a trois enjeux majeurs qui invitent un engagement actif de la société civile congolaise, considérant la perte d'influence des partis politiques de l'opposition :

1. Empêcher le changement rétrograde de la constitution de 2006;
2. Conquérir l'intégrité des scrutins à venir (entre 2025 et 2028);
3. Changer la classe politique congolaise.

Ces trois enjeux appellent des « actions civiles » fortes dans le domaine politique, en d'autres termes, un engagement politique assumé de la société civile qui défie le crédo de l'apolitisme de cette dernière. Le conclave se penchera sur des réponses à apporter aux questions concrètes qu'impliquent la réalisation de cet engagement, telles que :

- Comment faire émerger une société civile mobilisée et mobilisable?
- Quelles stratégies cette société civile devrait-elle mettre en œuvre pour :
 - Empêcher le changement rétrograde de la constitution de 2006?
 - Conquérir l'intégrité des scrutins à venir (entre 2025 et 2028)?
 - Créer un mouvement social pour changer la classe politique?
- Quelle(s) organisation(s) civile(s) pour mettre en œuvre ces stratégies?
- Quelle(s) stratégie(s) de collaboration avec des partis politiques de l'opposition pour réaliser des agendas convergents sans leur servir de marchepied?
- Quelle(s) organisation(s) politique(s) pour faire concourir les membres de la société civile aux élections futures?
- Comment sélectionner efficacement les candidats de la société civile aux élections pour constituer la nouvelle classe politique?
- Quelles stratégies pour faire une campagne électorale efficace, surveiller l'intégrité des scrutins et défendre les votes exprimés le cas échéant?
- Quel programme de gouvernement devrait présenter la plateforme électorale de la société civile à la population congolaise?
- Comment mobiliser les ressources nécessaires à la révolution démocratique par la société civile?
- Comment remobiliser la communauté internationale pour qu'elle participe activement à la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit en R.D.C.?
- Etc.

III. Organisation

Le conclave va rassembler un certain nombre d'intellectuels de la société civile congolaise, résidant en R.D.C. et à l'étranger, pour produire des stratégies d'action rigoureuses informées par la science et par des expériences réalisées à travers le monde.

Le CARSOC contacte présentement des personnes-ressources ainsi que des partenaires potentiels et fera des communications requises à temps utiles.

IV. Présentation de CARSOC et « PARNaC »

ORIGINE

Le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo est une ONG congolaise enregistrée aux Ministères de la Justice et de l'Intérieur. Le CARSOC développe ses projets en partenariat avec l'Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise qui s'occupe du plaidoyer international. L'IRSC est le nouveau nom du « Groupe de Recherches sur la Paix et la Construction de l'État en R.D. Congo (GREPACEC) » enregistré au Canada.

Le CARSOC a exécuté de juin 2022 à décembre 2023 le « Programme élections R.D. Congo – 2023 de la société civile congolaise » pour appuyer les acteurs (civils et politiques) prodémocratie.

Le « Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise (PARNaC) » qui lui succède se fonde sur ces constats :

1. La R.D.C. se trouve piégée dans une trajectoire institutionnelle inefficace.
2. L'« état d'anomie » s'amplifie en R.D.C. tant au niveau micro que macro-sociétal.
3. Le blocage dans le sous-développement politique, économique et social ainsi que la persistance des guerres à l'Est de la R.D.C.

Le PARNaC a été lancé à Kinshasa à travers différentes activités (atelier et plaidoyer) réalisées de mars à juin 2024 auprès de grandes organisations de la société civile, des acteurs politiques, des élus et institutions issus des élections de 2023 et des partenaires au développement de la R.D.C.

COMPOSANTES

Le PARNaC a trois composantes :

1. Le PADSOC - Programme Permanent d'Appui au

Développement de la Société Civile Congolaise : en charge de réorganiser l'action civile pour transformer le champ politique congolais. Ce programme développe trois chantiers :

- Construire une société civile mobilisable;
 - Construire une révolution démocratique à l'horizon 2028;
 - Construire une approche innovante pour une paix durable à l'Est de la R.D.C.
2. Le PDCP : Programme de Développement de Compétences et Professionnalisme dans la société Civile : en charge du recyclage des compétences professionnelles nécessaires à l'ingénierie sociétale. L'unique chantier de ce programme est l'opérationnalisation d'une école de haut niveau pour

développer massivement les compétences professionnelles des congolais.

3. Le PGTEES - Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société : en charge de proposer des politiques publiques pertinentes aux gouvernants. Son chantier principal consiste à approfondir et opérationnaliser les propositions d'actions gouvernementales contenues dans l'Agenda-2024 ayant servi au lancement du PARNaC.

VISION

La vision du PARNaC est l'émergence et la consolidation d'un État réformateur efficace pour le développement intégré et intégral de la R.D. Congo.

OBJECTIFS

1. Élargir le bassin des politiciens réformateurs au sein des institutions de la République et de la classe politique congolaise.
2. Faire adopter par les gouvernants des stratégies pertinentes de transformation profonde de l'État, de l'économie et de la société.
3. Renforcer la société civile congolaise comme groupe de pression efficace sur les gouvernants et ses membres comme des acteurs de changement/développement institutionnel dans leurs professions respectives.

RESSOURCES

Financé à ces jours uniquement par ses initiateurs, le PARNaC est à la recherche des partenaires. Nos contacts sont :

carsocasbl@yahoo.com

irsc.org@gmail.com

Tél/Whatsapp: +1 514 970 8392 / +243 815 733 053



CARSOC

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo

Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise = PARNaC =

En partenariat avec :

Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise
IRSC (GREPACEC)